

LE BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

REVUE D'ARCHEOLOGIE, D'HISTOIRE, DE
BIOGRAPHIE, DE BIBLIOGRAPHIE, DE
NUMISMATIQUE, ETC., ETC.

*Bibliothèque
Collège de Champigny
Frères du Sacré-Coeur*



DIRECTEUR

ANTOINE ROY

LE BULLETIN DES RECHERCHES HISTORIQUES

Prix de l'abonnement : \$5.00 par année

DIRECTION ET ADMINISTRATION

165 Est, Grande Allée (Apt. 1103),

QUÉBEC

SOMMAIRE

Janvier

1968

JEAN-JACQUES LEFEBVRE. — Les Députés de Chambly. 1792-1967	3
INVENTAIRE Des Pièces Sur Les Moulins de la Seigneurie de Saint-Gabriel, conservées aux Archives de la Province de Québec	21
UN TÉLÉGRAMME DE 1907 EXPLIQUÉ. Extrait du testa- ment d'Olivar Asselin)	28
PHILIPPE CONSTANT. — Le Brigadier Hercule Lefebvre (Attaché Militaire du Canada en Union soviétique, 1944) ..	29
INTITULÉS des Actes Concernant Pierre Gaultier De La Verandrye, dans le Greffe de L.G. Lepailleur, aux Archives Judiciaires de Montréal	31
LIVRES RÉCENTS. — <i>J.L. Granatstein</i> . The Politics of Sur- vival. The Conservative Party of Canada, 1939-1945. <i>T. Ritchie</i> . Canada Builds. 1867-1967.	
<i>J. Mackay Hitsman</i> . Safeguarding Canada. 1763-1871	33
SERVITUDE Deblois Grignon. 1657	37

LE BULLETIN des RECHERCHES HISTORIQUES

Vol. 70

Lévis — Janvier 1968

No 1

Les députés de Chambly

1792-1967

Jean-Jacques LEFEBVRE, M.S.R.C.

Archiviste en chef, Cour supérieure, Montréal

Dans un ouvrage fort spirituel, *Tu viens en France*, de Félix de Grand'Combe, pseudonyme de M. Boilot, professeur de français en Angleterre, je note une remarque. Voyageant en France, dit-il quand on a affaire à l'administration, il ne faut jamais s'étonner qu'on vous demande, "avez-vous votre acte de naissance?"

Ces esquisses biographiques des anciens députés de Chambly ont pour seul objet de rechercher l'identité de ceux, aux temps passés, qui y furent appelés à un mandat parlementaire.

L'ancien bibliothécaire de l'Assemblée législative de Québec, Joseph Desjardins publia, en 1902, un ouvrage monumental, *Guide Parlementaire Historique de la Province de Québec*. L'auteur y a relevé, pour chacun des soixante-cinq collèges électoraux de la province, alors existant, la liste de tous les noms des députés aux Parlements de Québec et d'Ottawa, pour la Province de Québec depuis 1792 à 1901, avec les dates exactes de leur mandat.

A la vérification, il se révèle que Joseph Desjardins n'a, à peu près pas commis d'erreurs de fait. Mais il s'en faut de beaucoup que tous les noms énumérés en cet ouvrage répondent aujourd'hui à des renseignements précis quant à leur identité, leur rôle politique ou social, leur participation à l'œuvre législative, bref à leur carrière.

Dans un travail similaire fait il y a plus de vingt-cinq ans, pour Laprairie¹ et Napierville — où les miens exercèrent depuis cent cinquante ans leur privilège de suffrage libre et indépendant, comme dit le cliché — je ne fus pas peu surpris d'y retrouver, aux origines de notre régime parlementaire, les noms de quelques-uns des plus grands per-

¹ V. le *Centenaire de St-Isidore de Laprairie*, 1934, pp. 32-41.

sonnages de notre histoire, comme Jean-Antoine Panet, président perpétuel de la Chambre avant 1815, Joseph-François Perreault, surnommé *le père de l'éducation* en Canada, *sir* Alexander McKenzie, l'illustre découvreur du fleuve qui a perpétué son nom au nord-ouest, Louis de Salaberry le père du héros de Châteauguay dont le monument s'élève sur une place publique de Chambly, Michel O'Sullivan, le premier Catholique à devenir juge en chef de la Cour du Banc du roi, à Montréal, Augustin Cuvillier, le meilleur critique financier de la Chambre à l'époque troublée de 1830, et tant d'autres, dont le nom est également resté dans les annales québécoises, sinon canadiennes.

Est-il besoin de l'ajouter, Chambly n'aligne pas une liste moins impressionnante de noms parmi ceux qui ont illustré notre vie publique d'autrefois, ou qui ont été les artisans de l'évolution politique et constitutionnelle de notre pays.

Pour ne pas allonger indûment ce travail, seront mis de côté les éléments de leur carrière qui sont de notoriété publique, ou font partie de la grande histoire de la province. Attardons-nous davantage à des figures oubliées et qui méritent peut-être d'être remises en évidence.

On ne fait plus tenir l'histoire, depuis longtemps, dans le seul récit des événements d'intérêt général, ou dans la mise en lumière des chefs de file.

L'historien a dépassé aujourd'hui les premiers rangs des champs de parade, pour pénétrer à l'arrière des lignes comme dans la formation des états-majors qui entourent les chefs. L'homme d'Etat anglais, Disraeli, aimait dire — et il savait de quoi il retournait — « ceux qui font les événements ne sont pas ceux que l'on croit ». L'histoire va désormais rechercher l'identité et le rôle de gens aux noms restés obscurs et qui, sans avoir eu la faculté ou le pouvoir de décision finale, ont été souvent à la source ou à l'inspiration des événements.

Cette petite étude servira peut-être à illustrer cet axiome une fois de plus.

Lors de la confection de la première carte électorale sous l'empire de la constitution de 1791, la plupart des collèges électoraux de la province reçurent des noms à l'imitation de comtés d'Angleterre.

C'est ainsi que Laprairie, y compris la paroisse de Châteauguay, reçut le nom d'Huntingdon, Chambly, celui de Kent, Verchères, le nom de Surrey. Seul Richelieu, privilégié, n'a jamais changé depuis l'origine. L'un des plus grands noms de l'histoire de France était sans doute trop beau pour qu'on puisse l'ignorer.

Est-il nécessaire d'établir que l'octroi d'une première Chambre législative dans la province, en vertu de la constitution qui forma les actuelles provinces d'Ontario et de Québec sous les noms respectifs de Haut-Canada et Bas-Canada, fut tout un événement. Mais la chose ne

s'était pas faite sans beaucoup de discussion, et les nobles lords qui, de Whitehall, dirigeraient alors les destinées de la vallée du Saint-Laurent étaient bombardés de requêtes pour ou contre le projet.

Pendant les premières quarante années de la vie parlementaire, Chambly ou Kent, qui élisait deux députés à la Chambre, devait connaître quatorze représentants, dont la plupart ont laissé un nom dans nos annales politiques.

RENÉ BOILEAU ET PIERRE LEGRAS-PIERREVILLE

Les deux premiers députés élus en juillet 1792 dans Kent (Chambly) avaient noms, René Boileau (1754-1831) et Pierre Legras-Pierre-ville (1738-1810). Tous deux ont déjà trouvé leur biographe avec Francis J. Audet, ancien archiviste adjoint du Canada, et le juge Edouard-Fabre Surveyer. Le premier tome de leur important ouvrage, *Les Députés au premier parlement*, parut à Montréal en 1946. Le second attend toujours, hélas, d'être mis à jour.

Les études de MM. Audet et Surveyer sont ici mises largement à profit.

René Boileau était petit-fils d'un Poitevin, Pierre Boileau (1670-1730) qui épousa à Boucherville en 1706, Marguerite Ménard (fl. 1691-1736) fille de Maurice M. († 1741) le voyageur et interprète de langue indiennes. Son père, Pierre Boileau (1716-1783) s'était marié à Sorel en 1749 à Agathe Hus-Millet (1720-1787). Capitaine de milice, il avait été commissaire du Roi au Fort de Chambly pendant les événements de 1774-1776.

Né à Chambly en 1754, et combattant sous le drapeau britannique pendant la guerre de l'Indépendance Américaine, René Boileau en sortit (1783) avec la qualité de major.

Il avait épousé, en 1778, à Rivière-du-Loup, aujourd'hui Louiseville, une fille de qualité comme on disait alors, Antoinette de Ganne de Falaise (1748-1819), dont le père était chevalier de Saint-Louis, et la mère née Coulon de Villiers.

Après la guerre, il semble que René Boileau ne fit guère autre chose que mener la vie du gentilhomme, à Chambly. Il est un des rares contemporains à nous avoir laissé un journal de cette époque lointaine, publié soixante ans plus tard par son petit-fils Gustave Drolet^{1a}.

Elu au premier parlement en 1792, René Boileau ne se représenta pas en 1796. Il mourut à Chambly en 1831, âgé de 77 ans.

Il avait dicté son testament en 1831, à son voisin de Laprairie, Edme Henry², notaire, député en 1810, major à Châteauguay en 1813,

^{1a} Dans *Zouaviana*, Montréal, 1893.

² Frs.-J. Audet, *B.R.H.*, mars 1927, p. 150.

enfin le fondateur de Henryville sur Richelieu, dont ce fut le dernier acte — il n'en avait pas dressé depuis 1826 —.

L'un de ses fils, René Boileau (1779-1842), notaire (1803) mourut célibataire.

De ses filles, retenons *Emilie* (1784-1841), mariée en 1822 au docteur Timothée Kimber (1797-1852), de Chambly, une femme décidée, qui pendant les Troubles de 1837, se promenait, le pistolet à la main, au milieu des conspirateurs réunis à leur demeure³. Une autre, *Sophie* (1786-1843) épousa (1812) Toussaint Drolet (1786-1838), de Saint-Marc, seigneur de Cournoyer, député de Verchères en 1832, et prisonnier politique en 1837, mort des suites de son incarcération.

Une troisième, *Zoé* (1799-1877) s'allia, 1822 à Joseph Porlier (1846) alors marchand, plus tard (1829) notaire.

LEGRAS-PIERREVILLE (1738-1810)

Le coéquipier de René Boileau, Pierre Legras-Pierreville, est moins connu. Fils de J.-B. Legras († 1768), marchand, de Montréal. Sa mère était née Geneviève Gamelin. Lui-même né à Montréal, avait, entre autres, un frère, Philippe, qui se maria à Détroit en 1767 et serait mort à Vincennes, Indiana, en 1794.

J.-B. Legras épousa à Boucherville, en 1779, Charlotte Boucher de la Bruère, dont la sœur aînée, Françoise, s'était mariée vingt ans auparavant (1757) à François Le Mercier, le grand maître de l'artillerie de la Nouvelle-France pendant la guerre de Sept ans.

Elu en 1792, Legras ne se représenta pas à l'élection de 1796. Mort en 1810, il fut inhumé dans l'église de Boucherville.

C'est Boucherville qui devait donner par la suite le plus de députés à Chambly.

ANTOINE MENARD-LAFONTAINE (1744-1825)

Son successeur, Antoine Ménard-Lafontaine, né à Boucherville en 1744 — fils d'Antoine Ménard (1713-1772) et de Françoise Marsil (1723-1771) — était le petit-fils d'un des plus anciens capitaines de la milice de Boucherville, Louis Ménard-Lafontaine (1622-1742), un patriarche, mort à quatre-vingts ans en 1742, après avoir exercé dans son village une sorte de magistrature militaire et civile près de quarante ans.

Entrepreneur en construction, Antoine Ménard épousa en son village natal, en 1768, Marie Loiseau (1734-1779) fille d'Antoine Loiseau, originaire de Châlons-sur-Marne, et qui fut pendant trente ans (1730-1760) le dernier notaire de Boucherville sous la Nouvelle-France.

³ A. Fauteux, *Patriotes de 1837*, Montréal, 1950, p. 277.

Elu en 1796, député de Chambly, plutôt de Kent, Antoine Ménard fut réélu en 1800, mais se retira en 1804. Il survécut même à son fils, prénommé aussi Antoine (1772-1813).

Son plus beau titre de gloire est peut-être d'avoir été l'aïeul de sir Louis-Hippolyte La Fontaine, l'une des illustrations de nos luttes constitutionnelles du siècle dernier, et le premier de notre nationalité à avoir jamais exercé la qualité de premier ministre de notre pays (1848), après avoir fait triompher le principe de la responsabilité ministérielle — consécration suprême de la souveraineté populaire —⁴.

JACQUES VIGER (1735-1798)

Le coéquipier d'Antoine Ménard-Lafontaine fut Jacques Viger, de Montréal. Né à Montréal en 1735, et marié en cette ville en 1764, à Amarante Prévost (1742-1813), il ne fut que deux ans député, et mourut en 1798. De ses quatorze enfants, un seul devint adulte, treize étant morts au berceau. Ce serait sans doute là, de nos jours, un sujet d'étude de biologie pour l'un de nos praticiens, sur les croisements stériles de certains groupes sanguins. De même qu'Antoine La Fontaine, Jacques Viger est plus célèbre par sa descendance que par ses exploits.

Son dernier fils, Jacques (1787-1858) devait illustrer le nom. Arpenteur, journaliste, rédacteur au *Canadien* de Québec, capitaine aux Voltigeurs de Salaberry en 1813, auteur du tracé d'un grand nombre des rues et voies publiques de la ville de Montréal, seigneur d'un petit fief [Saint-Jean] comme il convenait à l'époque, marié en 1808 à l'un des plus grands noms de l'histoire de la Nouvelle-France, une Lacorne de Saint-Luc, la gloire principale de Jacques Viger est peut-être d'avoir été le premier maire de Montréal, en 1832. Grand archéologue, il recueillit une foule de documents sur notre histoire, alors que nos Services d'Archives publiques n'étaient pas encore constitués. Ses collections sont aujourd'hui en dépôt à l'Université Laval⁵.

BERTHELOT D'ARTIGNY

Le successeur de Jacques Viger pendant deux ans, fut un avocat de la capitale, Michel-Amable Berthelot d'Artigny (1738-1815). Petit-fils, par sa mère, de Timothée Roussel (1645-1700), le principal chirurgien de Québec au XVII^e siècle et grand plaideur en son temps, Berthelot d'Artigny fut l'un des premiers Canadiens admis au Barreau (1771) aux lendemains de 1760.

⁴ V. *Sir Louis-Hippolyte La Fontaine, ses alliances...* Société royale du Can., 1964, pp. 69-95.

⁵ *La Famille Viger, Mémoires, Société Généalogique...* octobre-décembre 1966, pp. 203-238.

Député de Québec en 1793, il fut deux ans député de Kent (Chambly) (1798-1800).

Il avait épousé en 1777, Angélique Bazin, née en 1751, fille de Pierre-Gilles Bazin († 1759, Québec), le lieutenant-colonel commandant de toutes les milices de Québec pendant la guerre de Sept ans.

Une sœur de sa femme, Louise (1746-1783) mariée en 1773 à Gabriel-Elzéar Taschereau (1745-1809), juge, seigneur en Beauce, aussi député au 1er Parlement et colonel de milice, et seul continuateur de sa lignée, se trouve à la souche de cette éminente famille québécoise.

Son fils, Amable Berthelot (1777-1847) avocat en 1799, député de Trois-Rivières en 1824, vécut en dillettante. Bibliophile, il fut l'un des protecteurs de l'historien François-Xavier Garneau, dont il défraya un séjour en Europe. Et par sa fille naturelle, Adèle (1813-1859), il fut le beau-père de sir Louis-Hippolyte La Fontaine, précité.

FRANÇOIS VIGER (1752-1824)

En 1800, les heureux habitants de Chambly députaient au Parlement, un autre Viger, mais non parent de Jacques, dont nous venons de parler.

Né à Boucherville en 1752, il était par sa mère, née Chénier cousin germain du père du patriote de Saint-Eustache, le Dr Jean-Olivier Chénier dont la statue s'élève face au bel immeuble que la Société des Artisans vient d'ériger à Montréal. François Viger épousa, à Boucherville en 1789, Clémence Babin († 1827). Riche cultivateur, il se représenta à l'élection générale de 1804, et il fut réélu.

François Viger était resté non identifié jusqu'à ce jour, mais une heureuse question du juge Surveyer permit, non sans recherches, de le replacer dans son cadre familial⁶.

En 1815, son fils, prénommé comme lui, épousa à Boucherville, Céleste Lacoste. Si l'on en juge par la qualité de ceux qui signent à ce mariage, ce dut être une belle noce.

Il mourut à Boucherville en 1824.

PIERRE WEILBRENNER (1771-1840)

Les guerres ont toujours été l'occasion d'un grand brassage de population, et il arrive invariablement que les occupants s'allient aux filles du pays. C'est ainsi que les Américains, grands partisans de l'eugénisme, n'ont pas été peu stupéfaits de voir, aux lendemains de 1945, leurs gars de l'occupation japonaise ramener au pays comme épouses de petites Orientales aux yeux bridés.

⁶ V. *Bulletin des Recherches historiques*, décembre 1954; et V. *La Famille Viger*, *supra*, 1966, p. 220.

En 1767, à l'église du Christ de Montréal, Pierre-Auguste Weilbrenner (1728-1802), d'une indiscutable origine allemande si l'on en juge à sa signature, épousait Suzanne Tougas (1744-1778), sœur d'Anne qui était déjà mariée depuis dix ans au fils de l'un des derniers magistrats de la Nouvelle-France, Antoine de Belcour de La Fontaine. Anne († 1815) convola en juin 1789 avec Pierre Brunet († 1807) de Saint-Mathias, le plus riche créancier hypothécaire de la région.

Pierre-Auguste Weilbrenner s'établit à Boucherville. Comme à l'époque la mortalité puerpérale emportait tant de jeunes femmes, son épouse mourut dans la trentaine, après dix ans d'union. Weilbrenner se remaria en 1778, avec Marguerite Quintal († 1783), veuve de Jacques Crevier-Duvernay († 1775) et fille du capitaine Michel Quintal († 1794).

Capitaine dans la milice, il mourut à Boucherville en 1802.

Pierre-Auguste Weilbrenner est le fondateur d'une belle famille, dont un descendant est actuellement membre du Barreau de Montréal.

Son fils aîné, Pierre (1771-1840), marchand à Boucherville comme son père, fut élu député de Chambly en 1804, qu'il représenta pendant un seul parlement, en même temps que François Viger. Pierre Weilbrenner avait épousé à Varennes en 1789, Louise Richard (1768-1844).

Capitaine pendant la guerre de 1812, Pierre Weilbrenner apparaît plus tard comme major, et il avait la qualité de lieutenant-colonel de milice lors de sa mort, à Boucherville, en 1840. L'un de ses fils, Rémi-Claude fut médecin à Boucherville; un autre, Joseph, fut arpenteur, et sauf erreur, un troisième, son homonyme, Pierre, était également marchand.

JOSEPH PLANTÉ (1768-1826)

L'agitation parlementaire ne date pas de nos jours. Il ne faut pas croire que les questions qu'avaient à résoudre nos aïeux leur paraissaient moins ardues que nous semblent à nous les problèmes de la circulation dans les grandes villes, ou les joyeuses pensées que soulève la menace des bombes à hydrogène. Il faut voir dans les dépêches des gouverneurs de l'époque à quel point l'opinion publique était sensible et réagissait avec violence. L'immense frontière canado-américaine dont nous nous targuons si fort aujourd'hui, a été loin de toujours présenter l'heureuse sécurité que nous connaissons. Les rapports entre Londres — avant Ottawa — et Washington, n'eurent pas, avant la guerre de Sécession, l'aménité de la grande alliance Churchill, Roosevelt, King.

En 1808 fut fondé, à Québec, le premier journal de langue française de combat, le *Canadien*, précisément, où nos premiers publicistes et juristes s'employèrent à rechercher les bribes des libertés populaires inscrites en filigrane dans notre première constitution.

L'un des fondateurs de ce journal, avec son ami Pierre Bédard, Joseph Planté, notaire, de Québec, et commissaire du Domaine public,

vint un moment (1808-1809) se faire élire dans Chambly. Il avait déjà représenté Portneuf (Hampshire) au Parlement depuis 1796.

Fils d'un chirurgien, originaire de Tarbes, dans le midi de la France, et qui s'établit à Québec en 1748, Planté était marié (1794) à la sœur de Michel Berthelot, député de Chambly précité, et qui naturellement, lui avait montré la route de Chambly.

C'est pendant ce dernier mandat que, pour avoir participé à la fondation du *Canadien*, Planté fut destitué, par le soupçonneux gouverneur Craig, de son emploi de commissaire du domaine.

Il faut savoir que les fonctionnaires étaient encore éligibles aux Chambres législatives. Planté mourut à Québec en 1826.

Francis J. Audet lui a dressé un portrait en pied⁷, et Pierre-Georges Roy⁸ a établi sa descendance.

LOUIS-JOSEPH PAPINEAU (1786-1871)

Cette élection de 1808 est historique en plus d'un sens pour Chambly. En même temps que ce personnage considérable de Québec, Planté, Chambly députait cette fois, au Parlement, un jeune homme de vingt-deux ans et qui avait nom, Louis-Joseph Papineau, fils d'un vétéran des premières luttes parlementaires de 1792, Joseph Papineau, arpenteur, et notaire, de Montréal.

Le nouveau député n'avait pas encore eu le temps de se faire admettre au Barreau, où il ne fut reçu que deux ans plus tard.

Louis-Joseph Papineau fut réélu dans Chambly en 1810, mais on sait que le Parlement eut fort peu à faire aux années 1812, 1813, la plupart des députés étant alors sous les armes, à la défense de la frontière, menacée, une dernière fois, d'une invasion Yankee.

Il n'est pas besoin de dresser la biographie du grand Papineau⁹, le seul Canadien de langue française, peut-être, du premier tiers du XIX^e siècle, dont le nom soit passé à l'histoire politique universelle comme l'un des prototypes des défenseurs du principe des nationalités qui se faisait laborieusement jour, avant que d'être, vers le milieu du siècle dernier, formulé et étendu comme nous le connaissons aujourd'hui. L'une des plus belles illustrations de la nationalité canadienne-française de tous les temps, comme a dit Louis Fréchette (en termes approchants...)

Il fut tout une époque,
et longtemps notre race,
n'eût que sa voix pour glaive,
et son corps pour cuirasse...

⁷ Francis-J. Audet, *Société royale*... 1933, p. 133.

⁸ P.-G. Roy, *B.R.H.*... 1934, 193.

⁹ V. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, mars 1958, pp. 463-516.

Il ne manque à Papineau que sa statue sur l'une des places publiques de la ville de Montréal, qui lui a donné le jour. Espérons que des temps moins pragmatistes la lui élèveront de notre vivant.

P.-D. DEBARTZCH (1782-1841)

Depuis 1809, Papineau eut comme codéputé un grand seigneur de la rivière Richelieu, Pierre-Dominique Debarzch, dont le principal domicile était à Saint-Charles. Malgré un rôle prééminent dans nos luttes politiques d'avant 1837, les linéaments biographiques de Debarzch étaient assez imprécis. Ce fut le privilège du sous-signé de les rétablir dans une étude qui a été recueillie par la *Revue Trimestrielle Canadienne* en juin 1941¹⁰.

Petit-fils d'un Polonais établi à Montréal à la fin du Régime français, Pierre-Dominique Debarzch, né à Saint-Charles-sur-Richelieu, avocat à Montréal, devait le gros de sa fortune à sa mère, née Delorme, héritière principale de Hyacinthe-Simon Delorme, seigneur, sur la rivière Yamaska, d'un domaine assez vaste pour qu'on y ait taillé un comté, et dont le prénom est passé à la ville dont il avait vu la naissance comme bourg, Saint-Hyacinthe.

L'un des plus riches seigneurs de son temps, Pierre-Dominique Debarzch n'eut pas de fils mais quatre filles, dont l'une fut la mère d'un des contemporains de plus d'un d'entre nous, Frédéric Debarzch Monk († 1914), avocat à Montréal, député de Jacques-Cartier à la Chambre des communes, 1896, ministre dans le cabinet Borden en 1911, démissionnaire au bout d'un an, et resté dans nos annales politiques comme l'un des protagonistes d'un nationalisme politique qui entendait circonscrire la défense nationale au territoire même du pays.

Rattacher ainsi en passant des époques aussi lointaines, c'est pour faire comme toucher du doigt la lointaine tradition politique que formulent quelques-uns de nos représentants, et qui sont comme l'expression naturelle, non pas d'intérêts passagers, mais des intérêts profonds et permanents de la nation.

Il n'y a pas lieu de relater ici l'objet des luttes qui firent les préoccupations de nos hommes politiques, de génération en génération, ou de parlement en parlement. Cela est du domaine public et la grande histoire nous livre ces faits ou ces événements. Vaut mieux s'en tenir à des noms, des figures, des personnalités, à tirer de l'oubli si possible, ceux qui, pour nos aïeux, représentèrent de plus près leurs aspirations, encore imprécises, aux libertés et aux droits aujourd'hui inhérents à notre qualité de citoyens d'un pays qu'on a voulu, au 1er tiers de ce siècle, qualifier de "puissance internationale" [André Siegfried].

¹⁰ pp. 179-200.

JOSEPH BRESSE (1770-1836) et NOEL BREUX (1773-1861)

L'histoire n'est pas faite que de majuscules ou de grands hommes. A côté des phares que constituèrent des noms comme Ménard-Lafontaine, Papineau, Debarzch et Viger, d'autres, plus modestes, représentent, peut-être, les minuscules d'une page d'histoire.

Aux lendemains de la guerre de 1812-1814, qui avait disloqué la vie économique et sociale de la Province, les deux députés de Kent ou Chambly, pendant deux ans, 1814-1816, s'appelaient Joseph Bresse et Noël Breux, et tous deux étaient de Chambly même. Je dois à M. Raoul Raymond, ancien gérant de succursale de la Banque d'Epargne de Montréal, natif de Chambly, et qui a consacré tous ses loisirs depuis plus de trente ans, au relevé et à l'index de l'Etat civil de sa paroisse natale, les notes sur l'identité de ces deux députés, dont le patronyme, sauf erreur, n'existe plus guère à l'index de nos municipalités ou de nos paroisses aujourd'hui.

Joseph Bresse, né à Montréal en 1770, avait épousé à Chambly, en 1796, Marguerite Sabaté. Lieutenant au second bataillon des milices de Chambly pendant la guerre de 1812-1813, en plus d'avoir été député de Chambly en 1814, il fut commissaire à la construction du chemin Longueuil-Chambly en 1820. Il était lieutenant-colonel de milice en 1830.

Mort à Chambly en 1836, sa femme, qui lui survécut plus de vingt ans, fut la bienfaitrice du couvent de la Congrégation Notre-Dame de Chambly.

Breux est, je crois, un autre nom assez inusité en nos annales. Né à Chambly en 1773, il était fils d'un ancien soldat de Montcalm, resté au pays après 1760, et originaire d'Albi, dans le Midi de la France. Sa mère était née Poirier. Il épousa à Chambly en 1794, Thérèse Lague († 1819). Cultivateur de profession, il mourut à Chambly en 1861, à 88 ans, il avait eu six filles et deux fils. Autre illustration que la longévité est souvent fonction de l'hérédité, son petit-fils, Joseph, presque notre contemporain, mourut à Chambly, en 1924, à l'âge respectable de 94 ans.

DENIS-BENJAMIN VIGER (1774-1861)

Bresse et Breux ne firent que passer au parlement. Un autre Viger se présentait en 1816, Denis-Benjamin, le neveu de l'ancien représentant, Jacques, et cousin germain par sa mère, née Cherrier, du grand Papineau. Marié (1808) à l'une des plus riches héritières de Montréal, Amable Foretier († 1854), fille du 1^{er}-colonel et coseigneur de l'île Bizard, Pierre Foretier († 1815), Denis-Benjamin Viger, quoique moins reluisant que Hippolyte La Fontaine ou Louis-Joseph Papineau, eut une carrière remarquable comme juriste, publiciste, partisan de la réforme, comman-

ditaire de journaux, délégué de ses compatriotes à Londres, et prisonnier politique en 1837. Président du Conseil des ministres sous le Régime d'Union, son rôle, alors, n'emporta pas l'unanimité. D.-B. Viger mourut à Montréal en 1861¹¹.

Sans enfant, sa fortune passa à son neveu, le premier avocat de son temps, Côme-Séraphin Cherrier († 1885) par qui elle échoua aux mains de F.-D. Monk, susmentionné descendant de Pierre-Dominique Debartzch, aussi précité dont le fils, Fred Monk (1885-1954) fut député de Jacques-Cartier à l'Assemblée législative de Québec en 1935. C'est un rare exemple d'une fortune, fondée sur la propriété immobilière, qui ait duré près de deux siècles.

PIERRE BRUNEAU (1761-1820)

En même temps que Denis-Benjamin Viger, un autre québécois venait chercher un mandat parlementaire dans Kent, ou Chambly en 1816, Pierre Bruneau, qui avait déjà représenté Québec en parlement depuis 1810.

Né à Québec fils d'un Poitevin de Poitiers, marié à Québec en 1758 à Elizabeth Morin-Chênevert Pierre Bruneau avait épousé à Québec en 1785 Marie-Anne Robitaille (1763-1851) dont le frère aîné, l'abbé Pierre Robitaille (1758-1834), curé de Saint-Mathias en 1798, de Saint-Philippe de Laprairie en 1807, était curé de Saint-Charles sur Richelieu depuis 1810. C'est pendant cette cure que l'abbé Robitaille reçut la qualité d'aumônier général des troupes pendant les campagnes de 1812-'13.

Il y a lieu de croire que Joseph Robitaille, député de Cornwallis (Rimouski) plus de vingt ans (1808-1830), est un autre de leurs frères.

L'une des filles de Pierre Bruneau, Julie, devint l'épouse (1818) du grand Papineau. Son fils, l'abbé René-Olivier Bruneau (1788-1870), ordonné prêtre en 1812, curé de Sorel en 1814, fut curé de Verchères plus de quarante ans (1823-1864).

Enfin, c'est un neveu du député de 1816, François-Pierre Bruneau (1799-1851), avocat, conseiller législatif en 1841, receveur général du Canada en 1847, qui a laissé son nom au Mont et à la paroisse Saint-Bruno de Chambly, dont il était seigneur¹².

FRÉDÉRIC-AUGUSTE QUESNEL (1785-1866)

Toute une école veut qu'aux lendemains de 1763, une sorte de nuit du moyen âge s'abattit sur la province, qui serait restée sans relations avec l'extérieur et où nos pères, repliés sur eux-mêmes, auraient vécu

¹¹ V. *Famille Viger, supra*, p. 225.

¹² V. E.-Z. Massicotte, *B.R.H.* 1926, 517.

dans une sorte de Thibet moral, sinon physique. Outre Pierre-Dominique Debarzch, signalé plus haut, et qui reçut son éducation à Harvard à la fin du XVIIIe siècle, rappelons Chaussegros de Lery, commandant la division de milice de Boucherville pendant les campagnes de 1813 qui, né à Paris, y avait été éduqué, y avait servi dans les gardes du roi avant de devenir officier de sa Majesté britannique.

En 1764, descendait à Québec avec l'équivalent de dix dollars en poche, Jean Delisle de la Cailletterie, qui devint arpenteur et notaire à Montréal, et fut le fondateur d'une remarquable famille, dont le dernier, sauf erreur, était bibliothécaire du Barreau en 1925.

En 1779, un autre Français, un Malouin, ancien capitaine au long cours, s'amena aussi dans la province, alors que la guerre battait encore son plein entre l'Angleterre, le Canada et les treize colonies. Son nom, Joseph Quesnel. Marié (1780) à Montréal, à Josephite Deslandes-Champigny († 1810, Montréal), de même souche que les notaires Deland, de Saint-Jean, Joseph Quesnel († 1809), l'un de nos premiers auteurs, fut également le fondateur d'une famille notable.

L'un de ses fils, Jules-Maurice (1786-1842), explorateur, a laissé son nom à un lac, une rivière et une autre localité de la Colombie britannique avant de devenir, autour de 1840, membre du Conseil législatif, et le seul Canadien de langue française à présider (1841), au siècle dernier, le *Montreal Board of Trade*.

C'est son frère aîné, Frédéric-Auguste Quesnel qui, né à Montréal en 1785, reçu avocat en 1807, fut élu en 1820, à la succession de Pierre Bruneau, député de Kent [Chambly], qu'il devait représenter pendant quatorze ans, jusqu'à 1834.

Il avait épousé à Boucherville en 1813, une riche héritière, Marguerite Denaut (1791-1820), fille d'un trafiquant de fourrures du Haut-Canada, le capitaine Joachim Denaut, de Granville, né à Châteauguay en 1761¹³, petite-fille de Charles de Joncaire, dernier commandant français au lac Ontario en 1760, enfin arrière-nièce de Mgr Pierre Denault, évêque de Québec en 1797.

Né à Montréal, un curieux homme, Mgr Denaut ne voulut pas demeurer à Québec, mais préféra diriger son immense diocèse de sa cure de Longueuil. Il fit d'ailleurs de son arrière-nièce, précitée, son héritière.

Plutôt bureaucrate au sens où on l'entendait en 1830, c'est-à-dire partisan du gouvernement, Quesnel fut défait à l'élection, fort agitée, de 1834.

¹³ V. *Officiers de 1812*, Société royale, 1967, p. 69.

Riche propriétaire urbain dans Montréal, Quesnel fut nommé, en même temps que Pierre-Dominique Debarzch, au Conseil exécutif de la province en 1837. Pour la première fois, ce Conseil était constitué en majorité de représentants de langue française. Ce qui n'empêcha pas la presse réformiste du temps de mener une violente campagne à l'encontre de ces nominations.

Conseiller législatif en 1848, F.-A. Quesnel, dont le nom est resté à une rue d'un quartier populaire de Montréal¹⁴, mourut à la veille de la Confédération, en 1866, octogénaire.

CHAMBLY SUR LA CARTE ELECTORALE

Dans la première refonte de la loi électorale adoptée en 1829, les représentants à la Chambre populaire avaient réussi à faire substituer aux noms, on ne peut plus anglais, de nos premiers districts électoraux, les noms des anciennes seigneuries, ou de nos vieilles paroisses. Et c'est ainsi que, pour la première fois, Chambly figura sur la carte électorale du pays, comme Verchères succéda à Surrey, Laprairie et Beauharnois, à Huntingdon, l'Acadie précédant Saint-Jean et Iberville, Vaudreuil et Deux-Montagnes succédant à York, Terrebonne, à Effingham, Lachenaie et l'Assomption, à Leinster, Rouville, à Bedford, etc., etc.

LOUIS-MICHEL VIGER (1785-1855)

Les deux députés que nous retrouvons à cette période la plus agitée de cette période parlementaire sont un autre Viger, Louis-Michel, et Louis Lacoste. Le premier, dit le *Beau Viger*, était le neveu de Jacques, le député de 1796, le cousin germain de Denis-Benjamin, député en 1816, encore, du premier maire de Montréal, enfin, du grand Papineau.

Son père était maître de forges à Montréal, où naquit Louis-Michel en 1785. Avocat en 1807, il fut l'un des lions, ou l'une des figures les plus populaires, de la vie sociale montréalaise du siècle dernier.

Dans la tourmente de 1837-38, il eut l'honneur d'être l'un des 1.500 prisonniers politiques et il passa plus de dix mois en geôle¹⁵. Il se fit élire au nouveau Parlement sous l'Union, dans Nicolet en 1842, dans l'Assomption en 1851. L'un des fondateurs (1833) de la Banque du Peuple, premier essai d'institution bancaire à capital-actions de Canadiens-Français, Viger avait épousé d'abord à Saint-Charles de Bellechasse en 1824, Henriette Turgeon (1802-1839 † Montréal) fille de Louis Turgeon († 1827), notaire, ancien député, conseiller législatif (1818) et nièce de l'évêque de Québec, Mgr Pierre-Flavien Turgeon.

¹⁴ V. E.-Z. Massicotte, *B.R.H.*, 1917, 339.

¹⁵ Aegidius Fauteux, *Patriotes de 1837*, Montréal, 1950, pp. 396-8; Henri Masson, *B.R.H.*, décembre 1966, p. 175.

Il se remaria, en 1843, avec la veuve de Charles de Saint-Ours, née Aurélie Faribault (1798-1880), seigneuresse de l'Assomption. Il était président de la Banque du Peuple quand il mourut subitement en mai 1855. Il fut inhumé dans l'église de Repentigny, dont il était seigneur, du chef de sa femme ¹⁶.

L'héritier principal de sa seconde femme fut, je crois, son neveu, Joseph-Edouard Faribault ^{16a}, avocat, mort à 97 ans en 1952, lui-même l'aïeul, entre autres, de notre éminent contemporain, Me Marcel Faribault, D.C.L., M.S.R.C., M.C.L.

LOUIS LACOSTE (1798-1878)

Le codéputé de 1834 avec le beau Viger fut Louis Lacoste, notaire, de Boucherville, où il était né, figure importante de la vie québécoise pendant un demi-siècle. Notaire (1821) pendant cinquante ans à Boucherville, l'un des premiers juristes de son temps, prisonnier politique en 1838 ¹⁷, à nouveau député de Chambly en 1843 et en 1858, il fut élu au Conseil législatif en 1861, devint sénateur en 1867. Louis Lacoste est le fondateur de cette remarquable famille qui a continué la tradition juridique québécoise jusque de nos jours, et dont la petite-fille, Madame L. de G. Beaubien, née Justine Lacoste, a immortalisé son nom par la fondation et la direction d'une grande œuvre d'hospitalisation montréalaise, Sainte-Justine.

L'un de ses fils, sir Alexandre Lacoste (1842-1923), fut président du Sénat en 1884, et juge en chef de la province de 1891 à 1907.

JOHN YULE

Au lendemain de la tourmente, en 1841, un citoyen de Chambly, de langue anglaise, était élu député de Chambly. Son nom, John Yule. Comment être sûr de son identité? Un John Yule, fils d'officier, né à Montréal en 1812, admis au Barreau en 1835, exerça sa profession à Québec jusqu'en 1837, et plus tard à Montréal.

Serait-il le député de 1841? La question reste ouverte ¹⁸.

M. Raoul Raymond, originaire de Chambly, me fait observer que John Yule (1811-1886), qui avait une meunerie à Chambly entre les 1830 et les 1860 — et le cousin probable de l'avocat précité — est plus vraisemblablement le député élu à Chambly, au lendemain de l'Union du Bas et du Haut-Canada.

¹⁶ V. *Famille Viger, supra*, p. 231.

^{16a} V. *Revue du Barreau*. . . janvier 1952, p. 55.

¹⁷ V. A. Fauteux, *Patriotes de 1837*, op. cit. 280.

¹⁸ V. *B.H.R.* avril-juin 1966, p. 116.

Fils de John Yule, également, qui mourut à Chambly en 1851, il avait épousé, vers 1835, Elizabeth Hall, décédée en 1850. Il se remaria en 1856 avec Elizabeth Elliott.

William Yule (1769-1843), marié à Montréal en 1807 à Laetitia Ash (1783-1862), seigneur de Chambly dans les 1840, et dont une fille, Elizabeth, mariée à Chambly en 1844 à Fitz William Walker, plus tard major-général dans l'armée anglaise, était vraisemblablement, l'oncle du député de Chambly en 1841.

La difficulté de rétablir, à distance, l'identité de nos compatriotes de langue anglaise provient de ce qu'un grand nombre d'officiants à leur état civil ne tiennent pas compte de la stipulation de la loi qui demande de donner la filiation des contractants en mariage.

En 1843, Louis Lacoste, notaire, de Boucherville, rentrait au Parlement comme mandataire des électeurs de Chambly.

LE DOCTEUR PIERRE BEAUBIEN (1797-1881)

Louis Lacoste fut un moment (1848) déplacé par le docteur Pierre Beaubien (1797-1881), de Montréal. Originaire de Nicolet, docteur en médecine de Paris, avec une thèse sur *le Rhumatisme articulaire* (1822), marié à Québec en 1829 à Justine Casgrain, le Dr Beaubien est à la souche d'une autre des plus remarquables familles de la province, connue de nos jours par son identification avec la fondation de la ville et de la municipalité d'Outremont, et une grande maison de courtage de la rue Saint-Jacques à Montréal.

LOUIS LACOSTE

Louis Lacoste revint à la surface en 1849. C'est l'année où le Parlement, siégeant à Montréal, fut incendié par représailles contre la loi d'indemnité aux victimes des Troubles de 1837. Réélu à la Chambre en 1858, Louis Lacoste était élu, en 1861, au Conseil législatif.

Quelque dix ans avant la Confédération, le Conseil législatif de la province fut électif. Avec Laprairie et Verchères, Chambly est représenté à la Chambre haute de Québec par la division de Montarville.

A la faveur de la nouvelle constitution de 1867, Louis Lacoste, alors septuagénaire, était nommé sénateur. Il mourut octogénaire en 1878.

Il s'était marié trois fois, la première en 1823 à Catherine Boucher de La Bruyère († 1832); en deuxième noces, en 1836, à Charlotte Mount († 1836) et en troisième, (1838), à Thais Proulx (1806-1880) fille de Basile P. (1764-1846 † Boucherville) et de Thais Foisy (1784-1832 † Montréal). Cette dernière fut la mère, entre autres, de sir Alexandre, précité.

De sa première union naquit Louis-René qui, reçu notaire en 1845, mourut prématurément en 1854. L'historien du notariat, J.-Edmond Roy, en fait grand éloge.

NOËL DARCHE (1809-1874)

1854 est une date mémorable dans l'histoire de la province. Le régime de l'Union, nonobstant les restrictions et l'insuffisance des garanties constitutionnelles pour le Canada français, s'avéra heureux dans la vie économique. Le Canada s'équipa, à grands pas, de voies de communications essentielles, canaux et chemins de fer, qui lui avaient manqué jusque là. En cette année 1854, un traité de réciprocité commerciale — déjà anticipé douze années auparavant par une mission de L.-H. La Fontaine à Washington — était signé entre le Canada — par Londres — et Washington, et devait porter l'activité économique du pays à une expansion sans précédent.

Les grandes questions du jour dans les premières années de 1850 étaient l'abolition de la tenure seigneuriale, qui s'avérait de plus en plus un empêchement au développement de l'Agriculture, et, hélas, l'émigration de tant des nôtres, qui allaient s'intégrer à la vie industrielle américaine.

C'est également en 1854, ou '55, que nos régimes municipal et scolaire, tels que nous les connaissons aujourd'hui, reçurent leurs lois organiques, dont les grandes lignes sont encore appliquées.

Dans Chambly était élu député, en 1854, un agriculteur fortuné de Chambly.

Petit-fils, me dit encore M. Raoul Raymond, d'un canonnier des troupes de Montcalm, Barthelemy Darche (1727-1805 † Chambly), marié là même en 1760 à Charlotte Racine (1740-1812) — fils de Noël D. (1779-1853) et de Marie Papineau (1787-1848), dont mariage à Chambly en 1802 — Noël Darche y avait vu le jour en 1809. Il ne fit qu'un parlement (1854-1857). Il ne s'était pas marié. Il mourut à Chambly en février 1874. Nous lui connaissons un frère cadet, Louis-Moïse (1825-1895), aussi resté célibataire.

CHARLES BOUCHER DE BOUCHERVILLE (1822-1915)

Le dernier député de Chambly sous l'Union fut le docteur Charles Boucher de Boucherville, le premier représentant du comté à devenir, plus tard, en 1874, et à nouveau, en 1891, premier ministre de la province. Descendant de Pierre Boucher, l'illustre fondateur de Boucherville^{18a}, il était fils du Lieutenant-colonel Pierre Boucherville, seigneur principal de Boucherville qui, aux lendemains de 1793, mettait sa co-

quetterie à supprimer de sa signature la particule à laquelle il avait droit comme pas un. La mère du Docteur de Boucherville était née Amélie Sabrevois de Bleury, autre nom bien connu dans nos annales.

Né à Montréal en 1822, reçu médecin en 1843, le docteur de Boucherville, comme son prédécesseur, le docteur Beaubien, était allé suivre des cours de perfectionnement à Paris. Il exerçait sa profession à Boucherville quand il fut élu dans Chambly en 1861, mandat qui lui fut renouvelé jusqu'en 1867. Sous le régime de la Confédération, Pierre J.-O. Chauvreau, qui forma le premier ministère à Québec, le nomma au Conseil législatif, dont il le fit président.

Après l'éphémère cabinet de Gédéon Ouimet (1873-1874), le docteur de Boucherville, appelé à former un ministère, fut premier ministre de la province pendant quatre ans. Son action politique ou législative relève de la grande histoire. En '79, devenu sénateur, il continua de siéger aux deux Chambres hautes jusqu'à sa mort à 93 ans, au cours de la première grande guerre, en 1915.

Il avait épousé en premières noces (1861), Suzanne Morrogh (1837-1863), fille d'un protonotaire de Montréal, une sorte d'humoriste qui, dans son testament olographe, ne fait guère autre que de s'excuser auprès de sa femme et de sa fille de ne leur laisser que des dettes. Il se remaria (1866) avec Céleste Lussier (1832-1892), fille de Félix Lussier († 1883), seigneur de Varennes, et petite-fille de Paul Lussier († 1851), devenu seigneur de Varennes en 1796.

Leur fille, Amélie de Boucherville (1874-1902) épousa à Montréal, 1894, Louis-Théophile Maréchal (1864-1922), avocat, puis juge à la Cour supérieure en 1915, dont une fille, Marie, mariée, 1951, au Dr Stephen Langevin, gynécologue.

Par son unique fils à contracter mariage, Joseph de Boucherville (1871-1933), avocat, l'ancien premier ministre est le père, entre autres, de notre contemporain, Charles de Boucherville († 1942), avocat; de Corinne, femme de feu un ancien ambassadeur du Canada à Paris, M. Jean Désy († 1960), enfin de Marie, épouse de M. Jean Béique, ingénieur fils du sénateur François-L. Béique († 1933) —.

La belle demeure que le docteur de Boucherville avait fait ériger à Boucherville, sur le terrain même où s'élevait le manoir fortifié de son lointain aïeul, le fondateur, est encore debout.

J. J. LEFEBVRE.

(A suivre.)

PUBLICATIONS DU QUÉBEC

IMPRIMEUR DE LA REINE — SecrÉTARIAT DE LA PROVINCE

REPERTOIRE DES PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES DU QUÉBEC

1867
1964

En vente chez
L'IMPRIMEUR DE LA REINE,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

ANDRÉ BEAULIEU
JEAN-CHARLES BONENFANT
JEAN HAMELIN

600 pages ; relié
5,000 titres
3,000 articles et documents spéciaux
Index des noms et des sujets

\$5.00

"Par le nombre et la qualité de certaines publications l'Etat du Québec se classe au premier rang des éditeurs du Canada français."

Cette bibliographie rétrospective entend mettre en valeur et rendre accessible le travail trop ignoré de générations de compilateurs, d'essayistes et de spécialistes contenu dans ce qu'on a coutume de nommer les publications gouvernementales."

Veillez m'envoyer.....exemplaires à \$5.00 chacun
du

RÉPERTOIRE DES PUBLICATIONS
GOUVERNEMENTALES DU QUÉBEC

Nom.....

Adresse.....

(ville)

(zone)

(province)

ATTENTION : Inclure à votre demande
un chèque ou un mandat-poste à l'ordre
du Ministre des Finances du Québec
et envoyer le tout à

L'Imprimeur de la Reine,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

Inventaire des pièces sur les moulins de la seigneurie Saint-Gabriel, conservées aux Archives de la Province de Québec

- 1 — Le 5 avril 1752. Prolongation pour neuf autres années du bail du moulin de l'Ancienne-Lorette, par le Père Gabriel Marcol, supérieur des Jésuites, à Louis Déry, farinier.
(Sanguinet, notaire. Expédition.)
- 2 — Le 5 août 1754. Bail du moulin banal de la Jeune-Lorette, accordé par les Pères Jésuites à Pierre Bernard, farinier. Ensuite, inventaire des outils et ustensiles laissés au dit moulin, et des réparations nécessaires.
(Geneste, notaire. Expédition.)
- 3 — Le 25 juillet 1797. Bail à ferme du moulin à farine de la seigneurie de Saint-Gabriel (à Ancienne-Lorette), par le Père Casot à Louis Déry.
(Grefte de Planté. Expédition.)
- 4 — Le 25 juillet 1797. Bail du moulin banal de l'Ancienne-Lorette, seigneurie de Saint-Gabriel, par le Père Casot, jésuite, à Déry.
(Devant Joseph Planté, notaire. Copie authentiquée.)
- 5 — Le 25 juillet 1797. Bail du moulin banal de l'Ancienne-Lorette, seigneurie de Saint-Gabriel, par le Père J. Cacot, jésuite à Louis Déry, meunier et farinier.
(Pardevant Joseph Planté, notaire.)
- 6 — Le 13 février 1798. Bail du moulin de la Jeune-Lorette, seigneurie de Saint-Gabriel, par le Père J. Cacot, jésuite à Joseph Plamondon, maître-meunier.
(Pardevant Jean-Baptiste Panet, notaire.)
- 7 — Le 4 janvier 1799. *Les Réparations nécessaires au moulin de la Jeune-Lorette.* Sans signature.
- 8 — Le 8 mars 1799. Etat des fermants et autres objets dépendant du moulin de la Jeune-Lorette, seigneurie de Saint-Gabriel, dressé à la demande de l'abbé Philippe Desjardins, représentant du Père Casot, jésuite.
(Jean-Bte Panet, notaire.)

- 9 — Le 6 septembre 1799. Copie d'un plan de Plamondon, arpenteur définissant le terrain où est installé le moulin banal d'Ancienne-Lorette.
- 10 — Le 13 août 1800 et le 2 août 1801. Deux rapports de Charles Jourdain, maître-maçon, sur les réparations à effectuer au moulin seigneurial d'Ancienne-Lorette.
- 11 — Le 11 septembre 1806. *Inventaire qui constatent la Situation du Moulin Banal & Seigneuriale du fief St-Gabriel ancienne Loret.* (Christian Becker. Expédition.)
- 12 — Le 12 septembre 1806. Lettre de M. Berthelot, agent des biens des Jésuites pour le district de Québec à Christian Becker, meunier du moulin d'Ancienne-Lorette.
- 13 — Le 13 septembre 1806 et le 9 décembre 1806. Protests par C. Becker contre M. Berthelot. Moulin d'Ancienne-Lorette.
(Voyer, notaire public).
- 14 — Le 23 octobre 1806. Liste des réparations à effectuer au moulin de l'Ancienne-Lorette, par Christian Becker.
(Charles Voyer, notaire. Expédition.)
- 15 — Le 23 mai 1807. Propositions et conditions de Charles Jourdain, pour réparations au moulin de la Jeune-Lorette, seigneurie de Saint-Gabriel.
- 16 — Le 5 septembre 1807. Procès-verbal des représentations de Joseph Alin, menuisier, et Christian Becker, meunier devant Jenkin Williams, juge de la cour du Banc du Roi au district de Québec, sur l'état des réparations au moulin d'Ancienne-Lorette.
- 17 — Le 11 septembre 1807. Extract from the Proceedings of the Board of Commissioners for the Jesuit Estates. A propos d'une demande de Christian Becker, en vue d'obtenir une déduction sur la rente du moulin de St-Gabriel, Ancienne-Lorette.
(George Pyke, clerk to Commissioner.)
- 18 — Le 16 janvier 1808. Certificate by the Inhabitants of Ancienne Lorette as to the State of the Mill.
- 19 — Le 27 janvier 1808. Letter of Mr Secretary Ryland signifying his Excellency's deference of Christian Becker's petition to the Commissioners.
(G. Pyke pour Herman V. Ryland.)

- 20 — Le 18 janvier 1808. Petition of Christian Becker of Lorette to His Excellency Sir James Henry Craig.
- 21 — Le 1^{er} mai 1811. Etat de compte adressé par Jacques Drolet, forgeron à Joseph Plamondon, meunier, pour réparations au moulin de la Jeune-Lorette.
- 22 — Le 17 mars 1812. Lettre de Louis Déry à Michel Berthelot, agent. Il demande la résiliation de son bail pour le moulin seigneurial d'Ancienne-Lorette.
- 23 — 1812-1824. Comptes et quittances concernant le moulin de la Jeune-Lorette, seigneurie de St-Gabriel. Dery, meunier. Jos. Plamondon, meunier.
- 24 — Le 28 août 1818. Transaction entre les Commissaires des Biens des Jésuites et Louis Déry, au sujet du moulin d'Ancienne-Lorette et des terrains environnants.
(Pardevant Michel Berthelot, notaire.)
- 25 — Le 13 avril 1820. Lettre de Jean R. Perrette, meunier à un destinataire dont le nom n'apparaît pas pour demander l'adjudication du moulin banal de la Nouvelle Lorette (sic).
- 26 — Le 14 août 1820. Bail à ferme pour un an accordé à Jean Fardeau, meunier, par les Commissaires des Biens des Jésuites, du moulin à farine et à scie situé sur la rivière St-Charles, seigneurie de St-Gabriel.
(Archibald Campbell, notaire. Expédition.)
- 27 — Le 28 octobre 1820. Bail du moulin banal d'Ancienne-Lorette, cédé par les Commissaires des Biens des Jésuites, à Louis Déry, meunier, demeurant à l'Ancienne-Lorette, seigneurie de St-Gabriel.
(Archibald Campbell, notaire.)
- 28 — Le 9 mars 1821. Lettre de François Romain à Louis Foy, commissaire pour l'administration des Biens des Jésuites.
- 29 — Le 11 mars 1821. Lettre de Jean-Baptiste Verret aux Commissaires des Biens des Jésuites. Il leur offre de prendre à ferme le moulin banal de la Jeune-Lorette, à la charge de soixante louis par année.
- 30 — Le 12 mai 1821. Bail du moulin de la rivière St-Gabriel en la seigneurie de St-Gabriel, accordé à Jean Turcot, maître-meunier, résidant à St-Jean de l'Île d'Orléans, par les Commissaires des Biens des Jésuites, pour une durée de neuf ans.
(Archibald Campbell, notaire. Expédition)

- 31 — *1821-1825*. Divers comptes produits par Louis Déry, meunier du moulin d'Ancienne-Lorette, à la Commission des Biens des Jésuites, pour réparations, achat de matériaux, etc. . .
- 32 — *Le 6 mai 1822*. Jean Turcot, meunier de la Jeune-Lorette, demande aux Commissaires de lui fournir 12 pierres additionnelles pour parachever les deux moulages de ce moulin.
- 33 — *Le 12 mai 1825*. Compte dû par Isaac Migneault, meunier du moulin de St-Ambroise de la Jeune-Lorette, à Pierre Pageot, forgeron, pour réparations et matériaux divers.
- 34 — *Le 13 mai 1826*. Compte dû par Isaac Migneault, meunier du moulin de St-Ambroise de la Jeune-Lorette à Pierre Pageot, forgeron.
- 35 — *Le 5 juin 1826*. Rapport de John Henderson à la Commission des Biens des Jésuites sur l'état du moulin d'Ancienne-Lorette, après les travaux qu'y a faits Louis Déry, meunier.
- 36 — *Le 6 juin 1826*. Robert Christie, agent de la seigneurie de St-Gabriel, confirme dans un rapport à la Commission des Biens des Jésuites, celui de John Henderson, en date du 5 juin 1826, sur les travaux effectués au moulin d'Ancienne-Lorette, par Louis Déry.
- 37 — *Le 24 novembre 1826*. Compte dû par Isaac Migneault, meunier du moulin de St-Ambroise de la Jeune-Lorette, à Pierre Pageot, forgeron.
- 38 — *Le 4 septembre 1827*. Lettre de John Henderson à J. Steward, Commissaire des Biens des Jésuites, en vue de réparations à effectuer au moulin de la Jeune-Lorette.
- 39 — *Le 30 octobre 1827*. Cession et transfert d'Isaac Migneault à Pierre Plamondon et son épouse, du bail du moulin de la Jeune-Lorette, pour trois années restantes en vertu du dit bail, d'abord accordé le 1^{er} mai 1821 à Jean Turcot, puis cédé par celui-ci à Jean Migneault le 6 avril 1825 pardevant le notaire J.-F. Têtu.
(Greffe de Dom. Lefrançois, notaire. Expédition).
- 40 — *Le 28 novembre 1827 et le 28 mai 1828*. Comptes d'Isaac Migneault à la Commission des Biens des Jésuites, pour le moulin banal de St-Ambroise de la Jeune-Lorette. Reçus annexés.
- 41 — *Le 8 février 1828*. Compte de Louis Déry à la Commission des Biens des Jésuites, pour travaux et matériaux au moulin des Jésuites (moulin d'Ancienne-Lorette).

- 42 — Le 4 novembre 1828. Requête à l'appui de Pierre Plamondon meunier, pour obtenir une diminution de l'affermage de l'année courante, par suite de la disette de blé, et adressée aux Commissaires des Biens des Jésuites.
- 43 — Le 31 janvier 1829. Acte de résiliation entre James Stuart commissaire des Biens des Jésuites, et Jean Turcot, meunier, du bail des moulins à farine et à scie situés sur la rivière St-Charles, lequel bail avait été consenti pour neuf ans, le 1^{er} mai 1821.
(Archibald Campbell, notaire. Expédition).
- 44 — Le 15 juin 1829. A statement of the probable difference of expense in erecting the Oat Meal Mill at Val Cartier of or timbers.
- 45 — Le 7 septembre 1829. Conditions d'adjudication du moulin banal d'Ancienne-Lorette, acceptées par Louis Déry, meunier.
- 46 — Le 1^{er} avril 1830. Rapport concernant la construction du moulin de Valcartier.
- 47 — Le 10 avril 1830. Bail du moulin banal d'Ancienne-Lorette, seigneur de St-Gabriel, accordé par John Stewart, commissaire des Biens des Jésuites, à Louis Déry, meunier,
(Pardevant le notaire Archibald Campbell. Deux copies certifiées).
- 48 — Le 15 janvier 1831. Conditions posées par Philip Norman à John Stewart, commissaire des Biens des Jésuites, pour le bon fonctionnement du moulin de Valcartier.
- 49 — Le 26 janvier 1831. Lettre de Samuel Kingsley à John Stewart, commissaire des Biens des Jésuites, pour demander l'adjudication du moulin de Valcartier.
- 50 — Le 1^{er} février 1831. Lettre de Adam Leithead à John Stewart, commissaire des Biens des Jésuites, pour demander l'adjudication du moulin de Valcartier. Recommandation de citoyens de Valcartier, annexée.
- 51 — Le 29 octobre 1831. Bail à ferme pour sept années accordé par John Stewart, commissaire des Biens des Jésuites, à Thomas Plamondon, de la paroisse St-Ambroise, meunier du moulin à farine et à scie de la Jeune-Lorette, situé sur la rivière St-Charles, seigneurie de St-Gabriel.
(Archibald Campbell, notaire. 1^{re} expédition.)
- 52 — Le 8 août 1834. Compte de la Commission des Biens des Jésuites avec Louis Déry, meunier du moulin d'Ancienne-Lorette.

- 53 — *Le 12 janvier 1835.* Requête de plusieurs habitants de Valcartier, seigneurie de St-Gabriel, à l'intention de la Commission des Biens des Jésuites, à l'effet d'annexer au moulin à farine d'avoine un moulin pour moudre l'orge. (moulin de Valcartier).
- 54 — *Le 11 octobre 1836.* Bail du moulin banal de la seigneurie de St-Gabriel à l'Ancienne-Lorette, consenti par J. Stewart, au nom de la Commission des Biens des Jésuites, à David Crosbie Towner, meunier, demeurant à Québec.
- 55 — *Le 25 novembre 1836.* Engagement, devant Louis Panet, notaire, par Louis Déry, meunier du moulin d'Ancienne-Lorette, envers John Stewart, commissaire des Biens des Jésuites, pour la somme de cent livres courant, pour loyer et fermage du dit moulin, conformément à son bail et sur hypothèque de ses biens. Seigneurie de St-Gabriel.
- 56 — *Le 1^{er} avril 1837.* Requête de David C. Towner, locataire du moulin banal d'Ancienne-Lorette, seigneurie de St-Gabriel, en vue d'urgentes réparations au moulin.
- 57 — *Le 19 avril 1838.* Conditions de l'enchère pour le louage du moulin de Valcartier.
- 58 — *Le 5 mars 1839.* Bail du moulin de St-Ambroise de la Jeune-Lorette, par John Stewart, commissaire des Biens des Jésuites à Thomas Plamondon.
(Louis Panet, notaire. 1^{re} copie)
- 59 — *Le 10 juin 1839.* Soumission de Thomas Commin pour matériel au moulin d'orge de Valcartier.
- 60 — *Le 10 août 1839.* Accord entre John Stewart, commissaire pour l'administration des Biens des Jésuites, et David Crosbie Towner, meunier, par lequel celui-ci obtient une diminution de loyer du moulin d'Ancienne-Lorette, seigneurie de St-Gabriel.
- 61 — *Le 5 mars 1841.* Location du moulin à farine d'avoine de Valcartier, seigneurie de St-Gabriel, à Adam Leithead, meunier, par John Stewart, commissaire des Biens des Jésuites.
(Archibald Campbell, notaire).
- 62 — *Juillet 1842.* Joseph Déry, meunier du moulin banal de Valcartier, demande à John Stewart, commissaire pour l'administration des Biens des Jésuites, une réduction du loyer qu'il paye pour l'exploitation du dit moulin, seigneurie de St-Gabriel.

- 63 — Le 15 mai 1843. Conditions auxquelles ont été adjugés les moulins à farine et à scie de St-Ambroise, seigneurie de St-Gabriel, à P.-M. Beaulieu, dernier enchérisseur. Signature du dit Beaulieu. Annexé: bref d'adjudication à Pierre Martin dit Beaulieu. Signé: Jos. Cary, encanteur royal.
- 64 — Le 15 juin 1845. Requête de Jean Richard, meunier du moulin banal de St-Ambroise, seigneurie de St-Gabriel, demandant au commissaire des Biens des Jésuites de lui continuer le louage du dit moulin.
- 65 — Le 12 juin 1845. Le Gouverneur refuse de remettre à Louis Déry, ancien meunier du moulin banal d'Ancienne-Lorette, seigneurie de St-Gabriel, la dette de cent livres dont il est chargé depuis qu'il a abandonné l'affermage du dit moulin.
- 66 — Le 5 octobre 1847. Bail du moulin à avoine, situé à Valcartier, seigneurie de St-Gabriel, consenti à J. B. Dusseault, meunier, demeurant à St-Ambroise, par Louis Panet, agent des biens des Jésuites.
(Pardevant Wilbrod Larue, notaire.)
- 67 — Le 17 mars 1849. Lettre sans signature adressée à l'honorable A.-N. Morin, commissaire des Terres de la Couronne à Ls Panet, agent des Biens des Jésuites, suggérant l'adjudication des frères Robitaille, aux moulins de St-Ambroise, seigneurie de St-Gabriel.
- 68 — Le 30 avril 1849. Bail à ferme du moulin banal d'Ancienne-Lorette, seigneurie de St-Gabriel, accordé pour trois ans par James Hervey Price, commissaire des Terres de la Couronne à Jean Robitaille, demeurant à l'Ancienne-Lorette.
(Pardevant les notaires Philippe Huot et Louis Panet.)
Annexé: liste de six actes relatifs au dit moulin.
- 69 — Le 29 avril 1852. Livre où sont consignés les détails relatifs à l'adjudication, à l'entretien et à la vente du moulin d'Ancienne-Lorette, seigneurie de St-Gabriel.
- 70 — Le 10 septembre 1853. Lettre de Joseph Falardeau, de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, à l'honorable Louis Panet, agent des Biens des Jésuites, relative à un lot de terre possédé par le premier, sur l'emplacement du moulin banal de la Jeune-Lorette.
- 71 — Le 14 septembre 1853. Lettre sans signature adressée à l'honorable A.-N. Morin, commissaire des Terres de la Couronne, soulignant les changements qu'apportera la tenure en franc et commun soccage aux moulins de St-Ambroise de la Jeune-Lorette.

Un télégramme de 1907 expliqué

Montréal le 17 octobre 1924.

“...L'honneur de mon nom étant le bien le plus précieux que je puisse léguer à mes fils, je prends occasion de ce testament pour répéter, touchant la seule circonstance où il ait pu paraître touché, ce que j'ai déjà déclaré sous serment, ce dont mes amis n'ont jamais douté, et ce qui est aujourd'hui, je crois, parfaitement connu de tous ceux qui suivaient à l'époque les affaires publiques, à savoir que je n'eus aucune part, directe ni indirecte, à l'envoi d'un faux cablogramme en Belgique au nom de M. Gouin dans l'automne de 1907; que l'acte, commis en octobre, ne vint à ma connaissance que plusieurs jours plus tard, à Québec, où je me trouvais pour l'élection de Bellechasse; et que c'est alors, et alors seulement, que j'appris quel était l'auteur d'un faux encore plus stupide que criminel puisque le faussaire ne pouvait réclamer ni même accepter la réponse sans se découvrir. J'ai souffert des soupçons dirigés sur moi dans cette affaire, par des adversaires dont quelques-uns, les plus violents et les plus acharnés, avaient entre les mains, par l'aveu même de l'auteur, la preuve irrécusable de mon innocence. Le silence que j'en ai gardé depuis ma brève dénégarion sous serment a eu pour cause, avec ma répugnance à m'exonérer sur le coupable, brave homme au fond, et beaucoup plus sot qu'autre chose, et qui d'ailleurs, pour conjurer la justice, dut s'en remettre à la merci des politiciens lésés, mon dévouement à un homme politique que j'aimais alors passionnément et que des relations de famille avec les coupables eussent exposé sans défense aux traits de la calomnie.

“Je mourrai catholique romain, comme mes pères...”

Olivar ASSELIN.”¹

¹ Extrait conforme à l'original du 17 oct. 1924 du testament d'Olivar Asselin vérifié à la Cour supérieure de Montréal le 29 avril 1937. Communiqué par M. Jean-Jacques Lefebvre.

Le Brigadier Hercule Lefebvre

[ATTACHE MILITAIRE DU CANADA EN
UNION SOVIETIQUE, 1944]

Philippe Constant

Le Brigadier Hercule Lefebvre est né à Laprairie le 8 avril 1888, [marié à Québec en 1917 à Juliette Brosnan 1889-1963 † Laprairie, sœur de l'épouse du maire Borne.]

Il était fils d'Hubert Lefebvre (1845-1935) longtemps employé à la Maison Racine, de Montréal, né à Laprairie et inhumé à Laprairie, et qui avait épousé à Laprairie en 1886 Rose Curry (1867-1948) née à Saint-Philippe, décédée à Varennes, inhumée à Laprairie, et dont la mère était née Esther Bolduc.

Hubert Lefebvre était fils de Louis L. (1816-1889), né et décédé à Laprairie, inhumé dans l'église, et marié à Longueuil en 1843 à Desanges Vincent (1820-1891).

Louis était fils de Geoffroy Lefebvre (1778-1861), né et décédé à Laprairie, inhumé dans l'église, marié à Saint-Philippe en 1802 à Marie-Amable Lefebvre (1783-1859), née à Saint-Philippe, décédée à Laprairie, inhumée dans l'église,

LE CAPITAINE PIERRE LEFEBVRE (1746-1822) DE SAINT-PHILIPPE

Fille du capitaine Pierre L. (1746-1822) né à Laprairie, décédé à Saint-Philippe, inhumé dans l'église — d'une autre lignée, plus ancienne de soixante ans à Laprairie — capitaine de milice à Saint-Philippe (1789), premier capitaine de Saint-Philippe (1806-1814), combattant à Châteauguay (1813¹, marié à Saint-Philippe en 1779 à Jeanne-Amable Sorel-Marly (1764-1841), née à Montréal, décédée à Saint-Philippe.

LE CAPITAINE TOUSSAINT LEFEBVRE († 1842)

Le frère aîné de Geoffroy, Toussaint Lefebvre (1774-1842) né et décédé à Laprairie, inhumé dans l'église, fut aussi capitaine de milice à Laprairie. Il avait épousé à Saint-Philippe en 1787, Louise Lefebvre (1790-1854) sœur aînée d'Amable, précitée. Ces derniers se retrouvent dans les ascendants de nos éminents contemporains le cardinal Paul-Emile Léger, et son Exc. M. Jules Léger, ambassadeur du Canada, par leur mère, née Beauvais originaire de Laprairie.

¹ V. *En marge de trois siècles d'histoire domestique...* REVUE DE L'UNIVERSITE D'OTTAWA, septembre 1947, pp. 280-305, aux pp. 293-296; *Quelques officiers de 1812*, Société royale... 69-136 aux pp. 109-110.

² B.H.R. avril, juin 1966, pp. 92-94.

Geoffroy était fils de Nicolas Lefebvre (1742-1807) né et décédé à Laprairie, marié à Laprairie en 1767 à Louise Brosseau (1750-1791), fille de Marie-Joseph Leber et de François Brosseau, l'ancêtre, entre autres, du 1^{er}-colonel Julien Brosseau († 1912) ².

LE CAPITAINE PIERRE LEFAIVRE (1709-1793)

Nicolas était fils de Pierre Lefaiivre (1709-1793) — ainsi signait-il — né à Montréal, décédé à Laprairie, inhumé dans l'église, marié à Laprairie en 1734 à Marguerite Moquin (1710-1754).

Pierre Lefaiivre était capitaine de milice à Laprairie, probablement vers 1776.

PIERRE LEFAIVRE (1739-1803) L^T DE MILICE, 1776

Son fils aîné, et homonyme, Pierre L. (1739-1803), marié en 1763 à Madeleine Faille (1744-1823) apparaît lieutenant de milice vraisemblablement dans la compagnie de son père en 1776.

LE NONAGENAIRE GEOFFROY LEFEBVRE († 1767)

Pierre Lefaiivre — l'époux de Marguerite Moquin — était fils de Geoffroy L. (1677-1767), né et décédé [nonagénaire] à Montréal, marié à Montréal en 1704 à Madeleine Michaud (1681-1745) dont les parents avaient péri au Massacre de Lachine (août 1689).

LE PIONNIER J.-B. LEFEBVRE († 1715) ORIGINAIRE D'AMIENS

Geoffroy L. était fils de J.-B. Lefebvre (1651-1715 † Montréal), originaire d'Amiens, et marié à Montréal en 1676 à Cunégonde Gervaise (1657-1724) ³ fille de Jehan Gervaise († 1690) procureur fiscal des seigneurs de Montréal.

MESSIRE GERVAIS LEFEBVRE († 1736) DOCTEUR EN THEOLOGIE CURE DE BATISCAN, 1714

Et dont un fils Gervais Lefebvre (1685-1736), né et décédé à Montréal — frère de Geoffroy, précité — aurait été le premier docteur en théologie de la Nouvelle-France ⁴. Curé de Sainte-Foy en 1712, et de Batiscan, 1714-1730, il eut des démêlés judiciaires avec la célèbre Madeleine de Verchères, épouse du seigneur de la Pérade.

Philippe CONSTANT

³ C. Tanguay, *Dictionnaire...* I, 566; V, 264.

⁴ E.-Z. Massicotte et Mgr Amédée Gosselin, *B.H.R.* 1933, pp. 67, 275, 327.

Intitules des actes concernant Pierre Gaultier de La Verandrye, dans le Greffe de L. G. Lepailleur

- 7 mai 1738 — Engagement de François Pilet de Lachine, à Pierre Gaultier de la Vérandrye, pour faire le voyage au poste du Fort de la Reine.
- 30 avril " — Engagement de Nicolas Girard natif de Verdun en Verdonois, à Pierre Gaultier de la Vérandrye, pour faire le voyage jusqu'au poste du Fort de la Reine.
- 28 avril " — Engagement de François Maillou garçon voyageur, à Pierre Gaultier de la Vérandrye, pour faire le voyage au poste du Fort de la Reine.
- 28 avril " — Engagement de Sr Antoine Robert dit Lafontaine voyageur demeurant ordinairement à Chambly, à Pierre Gaultier de la Vérandrye, pour faire le voyage au poste du Fort de la Reine.
- 28 avril " — Engagement d'Antoine Ménard habitant de Chambly, à Pierre Gaultier de la Vérandrye, pour faire le voyage au poste du Lac des Bois.
- 28 avril " — Engagement de Louis Galloûdek garçon natif de Québec, à Pierre Gaultier de la Vérandrye, pour faire le voyage au poste du Fort de la Reine.
- 11 avril " — Engagement d'Antoine Sayer dit Vadeboncoeur soldat de la Cie de M. de Varennes, à Pierre Gaultier de la Vérandrye, pour faire le voyage au Fort de la Reine.
- 11 avril " — Engagement de Pierre Charbonneau de Boucherville, à Pierre Gaultier de la Vérandrye, pour faire le voyage jusqu'au portage de Kamanétigouilla.
- 11 avril " — Engagement de Nicolas Rogé dit Sansfasson soldat de la Cie de M. de la Perrière, à Pierre Gaultier sr de La Vérandrye, pour faire le voyage au poste de la Mer de l'Ouest.
- 16 avril 1739 — Procuration de Pierre Gaultier sr de La Vérandrye commandant pour le Roi dans les pays de l'Ouest, à Marie Anne Dandonneau son épouse pour l'administration de leurs biens et affaires, et pour recevoir de messieurs les trésoriers généraux de la marine les appointements du dit constituant et toutes autres gratifications qu'il plaira à sa majesté de lui accorder de quelque manière que ce soit.

¹ Archives Judiciaires. Palais de Justice. Montréal.

Gracieuseté de

Tél.: 522-1535

LIBRAIRIE GARNEAU Ltée**CANADIANA**

- Livres canadiens
- Littérature générale
- Livres religieux
- Livres techniques
- Livres d'art
- Papeterie

Expositions de livres sur demande*Catalogues expédiés gratuitement*

47-49, rue Buade,

34 Ste-Anne, Québec 4e

Succursale : PLACE LAURIER — STE-FOY**HOMMAGE**

Cable Address: PIALBO

Téléphone: 692-0660

P. A. BOUTIN INC.**ASSUREURS - UNDERWRITERS**

80, rue St-Pierre,

QUÉBEC, Qué.

Livres récents

J. L. GRANATSTEIN

THE POLITICS OF SURVIVAL. THE CONSERVATIVE PARTY OF CANADA, 1939-1945. *Toronto. The University of Toronto Press. 1967. XIV-231 p. \$ 6.50*

The history of the Conservative party during the Second World War is one of almost unrelieved failure. Weak in leadership, torn between adherence to principle and expediency and wracked by internal conflicts, the party came perilously close to extinction: it was due to no inherent strength of its own that it played the politics of survival and won.

Professor Granatstein's book is a fascinating account of this struggle. In some respects a new departure in Canadian history, and with some startling parallels to present-day events and personalities in Canadian politics, it is the first fulllength account of a major party during a critical period in Canada's history. A wealth of documentation that has recently been discovered, much of which the author searched out himself, offers material for new interpretations of events and intelligent reappraisals of some of the political figures of the war years. It also presents more information on party organization and finance than is available elsewhere.

The book centres around the issue of conscription as it affected the fortunes of the Conservative party. Despite the lessons of 1917, lessons kept in mind by many Conservatives, the party found itself tied to conscription. There were other conflicts. Some Conservatives wished to make conscription and free enterprise the keystones of party policy; others believed that with such a restricted platform the Conservative party would not last the war and favoured a rational policy of social welfare to meet the needs of the age. Professor Granatstein explores the tensions which resulted from these issues; his account includes such events as the York South by-élection, the Port Hope Conference and the choice of John Bracken as leader, and traces the careers of such personalities as Robert Manion, Arthur Meighen, R. B. Hanson, J. M. MacDonnell, Richard Bell and George McCullagh in the years between 1939 and 1945.

J. L. GRANATSTEIN, born and raised in Toronto, graduated from Royal Military College and studied for his M. A. in history at University of Toronto. He received a J. B. Duke Fellowship from Duke

University where he completed his requirements for a doctorate in history. The following year he was posted to the Directorate of History, Canadian Forces Headquarters where he finished his thesis. He is now Assistant Professor of History at York University, Toronto.

T. RITCHIE *and the staff of the Division of Building Research National Research Council.*

CANADA BUILDS. 1867-1967. *Toronto. University of Toronto Press.*
1967. V-406 p. 4to. \$12.50

Much can be told about a country's social history from its buildings. Not only the vagaries of style but also changes in building techniques and materials reveal the evolution of taste, technology, and standards of comfort from one generation to another. This book gives an insight into that evolution, and in doing so provides fascinating glimpses of the customs and habits of Canadians from the days of the earliest settlers. We see signs of their times in the attempts of missionaries in Lower Canada to "settle" the local Indians in new stone houses, in an Irish immigrant's description of a building bee, in the kits sold in British Columbia for "Settlers' Series Ready-Made Houses" ("Design A." \$100), and in the account books of a builder in Upper Canada who paid workers seventeen quarts of rum to build a grist mill.

Mr. Ritchie's intriguing and informative account is illustrated by over 500 pictures of all too many buildings that have disappeared, but also of building that are in active use today. Special attention has been focussed in the first part of the book on the state of building in the mid-1860's, and on the construction of the Parliament Buildings, a project which represented a number of major innovations that were soon to become commonplace in the developing trade. But though the 1860's were a turning point in building, as in many other aspects of Canadian life, they were by no means the beginning of the story; the remaining three parts of the book survey the gradual evolution of an industry from its simple beginnings in the several parts of the country, in the earliest, most basic materials, and in the first small settlements whose development into complex cities influenced the direction the building craft itself was to take.

The result is an entertaining and authoritative introduction to a detailed and extensive subject. It is intended for the enjoyment of everyone who is interested in knowing something of the building industry of this country and tracing its development. Supplemented by an exten-

sive reference list, it is a valuable source book for builders and architects, and it offers to historians an unusual and fruitful approach to the general history of Canada's first century.

After graduating in engineering from the University of Toronto, T. RITCHIE joined the Division of Building Research, National Research Council, Ottawa, in 1950 to undertake research on building technology. His work on problems of masonry construction and materials has resulted in the publication of several technical articles on these subjects. As Associate Research Officer of the N.R.C. he has represented it on many Canadian and international technical committees dealing with materials testing and research.

J. MACKAY HITSMAN

SAFEGUARDING CANADA 1763-1871. *Toronto. University of Toronto Press. 1968. XVI-240 p. 8vo. \$ 6.50*

Canadian defence policy has been largely neglected by historians except as a problem related to constitutional and political development. Dr. Hitsman repairs this neglect in his study of the military aspects of the defence of Canada, from the British Conquest to the withdrawal of the British garrison. His investigation demolishes a number of myths which have sprung up in this era of Canadian history. For example, in his examination of the military arrangements of the British in Canada Dr. Hitsman points out that, contrary to established belief, Guy Carleton the last officer of the British Army to hold the appointment of Commander-in-Chief in North America, did more than just muddle through when the Americans invaded Canada in 1775. This and many other misconceptions are corrected in this lucid study.

After a brief introductory section on the problems of defence and attack during the period of the Conquest, there follows a coherent and intelligent account of the military aspects of a Canadian defence after 1760: the geographical factors in strategy, the degree of potential danger, the men and resources available, and the policies pursued by the British government and its agents in Canada. The attitudes and behaviour of both English-speaking and French Canadians are also examined in their relationship to British rule.

This book presents the facts about Canadian defence policy from original sources. Basing his study on Admiralty, Colonial and War

Office papers Dr. Hitsman reveals a remarkable ability for finding the appropriate document to illustrate each stage in the development in defence planning. His personal knowledge of army organization and his ability to make his way easily through military reports help to make this study an important contribution to Canadian history and scholarship.

Born in Kingston, Ontario, J. Mackay Hitman attended Queen's University where he received an M.A. in history in 1940. He served in the Canadian Army for six and a half years and retired on medical grounds with the rank of captain to become a civilian archivist with the Army Historical Section in Ottawa. He became interested in defence planning while doing research in the Public Archives of Canada for his PH.D. in history, which he received from the University of Ottawa in 1964. Dr. Hitsman is a Fellow of the Royal Historical Society (England), and a long-time member of the Royal United Service Institution and the Society for Army Historical Research in England, and the American Military Institute in Washington. He is a senior member of the integrated Directorate of History, Canadian Forces Headquarters, Ottawa.

Tél.: 522-5221

HOLT RENFREW

● FOURRURES et CONFECTIONS



LE PREMIER MAGASIN DE SPÉCIALITÉS DU CANADA



35, rue Buade,

Québec 4

Succursales: Place Ste-Foy

Château Frontenac

Servitude Deblois Grignon

(Bibliothèque Municipale de La Rochelle. Extrait du Manuscrit 1846, fol. 90, recto.)

Sachent tous que par devant Pierre Moreau nottaire tabellion royal et garde notte hereditaire en la ville et gouvernement de La Rochelle ont esté presens et personnellement establys Gregoire Deblois aagé de vingt-trois ans ou environ d'une part, et Anthoine Grignon, Pierre Gaigneux et Jacques Massé marchands de cette ville d'autre part. Lesquels ont vollontairement fait entre eux ce quy sensuit cest assavoir que le dit Deblois s'est louhe ausd. Grignon, Gaigneux et Massé pour aller servir ou autres deux ayant charge et faire ce qui luy sera commandé durant trois années consecutives quy commenceront du jour qu'il arrivera au pays de Canada et aux fins d'y aller le feront passer dans ung vaisseau, payeront son passage, le nourriront durant icelluy et lesdittes trois années et outre luy bailleront par chacun an la somme de soixante et dix livres pour ses loyers a la fin de chacune année et pour l'entretien des presentes sans y contrevenir par les partyes a peine de etc. obligent respectivement tous leurs biens et speciallement led. serviteur sesd. loyers et outre led. Deblois sa personne a tenir prison comme pour deniers royaux renonçant etc. promis et juré etc., jugé et condampné etc. Faict a La Rochelle dans l'estude dud. notaire apres midy ce troisiemes mars mil six cens cinquante et sept presens Jean Combaud et Jean Ayrault clergs demeurans en lad. Rochelle et o nt lesd. Deblois et Grignon desclare ne savoir signer de ce requis mais a ledit Grignon marqué de sa marque ordinaire et a l'instant led. Deblois a reconnu et confessé avoir receu desd. Grignon, Gaigneux et Masse la somme de trante sept livres et dix sept sols a bon compte de ses loyers dont il se contente et les en quite sans prejudice du parsus.

Signée: A G marque dud. Grignon

Pierre Gaigneux

J. Massé

Ayrault

Combaud

Moreau notaire royal ¹

¹ Bibliothèque Municipale de La Rochelle. Extrait du Manuscrit 1846, fol. 90, recto

Garneau, Boulanger Ltée

VALEURS DE PLACEMENT

Membres de l'Association Canadienne des Courtiers
en Valeurs Mobilières

56, rue Saint-Pierre,

QUÉBEC 2

Tél.: 692-1840

AU VESTEMENT DU LIVRE

(ENRG.)

RELIEURS

RELIURE DE BIBLIOTHÈQUE

RELIURE DE LUXE

RENÉ SAVARD

président

124, rue Giroux,
LORETTEVILLE

Tél.: 842-3608



LES PRODUITS DE L'ÉRABLE

"CITADELLE"

Sont de nos jours de précieux auxiliaires dans la cuisine moderne. D'une pureté et d'une valeur insurpassables, ils font des desserts délicieux en même temps que nutritifs.



**LES PRODUCTEURS DE SUCRE
D'ÉRABLE DE QUEBEC**

Bureau : Édifice Desjardins,

Avenue Bégin, Lévis.



La première mission d'Acadie

(1602-1616)

Lucien Campeau, s.j., édit.

dans "*Monumenta Missionum Societatis Iesu*", section des "*Missiones Occidentales*", série des "*Monumenta Novae Franciae*", I. (en coédition avec les *Monumenta Historica Societatis Iesu*, Rome).

Cet ouvrage réunit toutes les sources présentement connues de l'histoire de la première mission des Jésuites en sol canadien, celle d'Acadie, de 1602 à 1616. L'introduction générale traite des principaux problèmes historiques posés par les documents et souligne spécialement la valeur de leur contenu ethnographique. L'édition elle-même est accompagnée d'introductions particulières, d'annotations critiques, historiques et linguistiques, qui en augmentent l'utilité. Enfin, le volume est pourvu d'un appareil bibliographique, d'un index analytique et de sommaires, les plus aptes à en faciliter la consultation. Les chercheurs et historiens trouveront dans cet ouvrage une édition aussi rigoureuse et aussi exhaustive que possible de sources dont l'importance pour l'histoire du Canada n'est plus à démontrer.

7 x 10, 995 pages, cartonné, \$22.00.

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE ET CHEZ L'ÉDITEUR :

LES PRESSES DE L'UNIVERSITE LAVAL

C. P. 2447, QUÉBEC 2, Qué.